

Grand Casablanca : un bilan mitigé pour les dix dernières années

■ La région a dépensé plus de 1,7 milliard de DH, dont 60% pour le fonctionnement ■ Plus de 90 projets ont été réalisés dans l'équipement et les infrastructures ■ Près de 24 centres hospitaliers construits ou rénovés.

Dix ans. La période est assez longue pour que l'on puisse dresser le bilan sans ambages d'une quelconque organisation ou collectivité. Celui de la région du Grand Casablanca sur la période 2004-2013, d'après un document que *La Vie éco* a consulté, ne fait pas beaucoup rêver, peut-être en raison des moyens limités mais aussi de certaines dépenses consistantes comparées à l'intérêt que revêtent les projets y afférents.

Durant cette période, la région a déboursé plus de 1,7 milliard de DH. « Cette somme a été consacrée à de multiples secteurs, en l'occurrence la santé, le tourisme et l'industrie, le sport, la culture, l'enseignement et formation, l'environnement, l'agriculture, l'infrastructure et la lutte contre les bidonvilles », explique Abderrahmane Missouri, vice-président du Conseil de la région. Selon lui, ces projets ont contribué au développement des 36 communes. Cependant, le document révèle que plus de 60% de ces ressources ont servi à financer le fonctionnement et à distribuer des subventions.

Sur la période étudiée, la région a consacré près de 760 MDH aux projets d'équipement en infrastructures et à la lutte contre les bidonvilles. Plus de 90 projets ont été réalisés. Il s'agit principalement des routes nationales de la région, du développement du réseau d'eau et d'électricité et des travaux d'assainissement, de l'éclairage public et de la participation dans le financement des projets de réhabilitation des bidonvilles, en particulier Lahraouiyyine et douar Lemkansa.

Prises de façon globale, ces réalisations sont significatives, mais il est important de souligner qu'elles n'ont bénéficié qu'à quelques communes et arrondissements, à savoir Dar Bouazza, Bouskoura, Médiouna, Bernoussi, Maârif, Hay Moulay Rachid



et Ain Harrouda. « Il est important de savoir que le rôle du Conseil de la région se limite à la coordination. Ce sont les présidents des communes et des arrondissements qui nous proposent les projets », argumente le vice-président.

Le secteur de la santé, quant à lui, a bénéficié en tout de 215 MDH. Cette enveloppe a permis, entre autres, de financer 24 projets de construction et de rénovation d'hôpitaux et centres médicaux, pour un budget de 112 MDH. Un montant de 55 MDH a été versé en tant que subventions à une association intervenant dans le secteur de la santé. Le reste a été dédié à l'achat d'équipements et de véhicules.

6 MDH pour la construction de la piscine de l'ENCG !

Concernant le domaine social, la région a investi 171 MDH durant ces dix dernières années. Une vingtaine d'établissements dont principalement des orphelinats, des centres de requalification pour les mineurs et des maisons de jeunesse ont été construits ou réhabilités pour un budget total de 62 MDH. Plus de 70 MDH ont été versés en tant que subventions aux associations.

L'ENSEIGNEMENT ET L'ENVIRONNEMENT SONT RELÉGUÉS AU SECOND PLAN. LE CONSEIL N'A INVESTI QUE 30 MDH POUR LA MISE À NIVEAU DU SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT, SOIT 1,7% DU BUDGET TOTAL DE LA RÉGION

La région a également réalisé des dépenses exceptionnelles, pour l'achat en 2007 d'équipements pour le relogement temporaire des victimes des catastrophes naturelles pour un montant de 10 MDH, et versé 4 millions d'aides aux femmes dans une situation difficile.

Côté infrastructures sportives, 160 MDH ont été consacrés à leur mise à niveau. 26 autres projets ont nécessité un budget de 100 MDH, soit une moyenne de 3,8 millions par projet. Les sommes affectées à certains de ces projets semblent disproportionnées. Par exemple, la construction d'une piscine

à l'École nationale de commerce et gestion de Casablanca (ENCG) a nécessité une enveloppe de 6 MDH, alors que le complexe omnisports de Maârif n'a coûté que 8 millions. La région a également dépensé 5 et 10 MDH respectivement pour la couverture de la piscine d'Ouled Ziane et la réalisation de la piscine de l'arrondissement Sbata.

Le secteur culturel a hérité de 120 MDH, dont 16 millions consacrés à la construction de cinq complexes (douar Thomas, Sidi Moumen, El Hank, Médiouna, Tit Mellil et Oulfa). D'après le rapport, les 104 MDH restants ont été dépensés dans les équipements des bibliothèques et les subventions des associations culturelles de la ville.

L'enseignement et l'environnement sont relégués au second plan. Le conseil n'a investi que 30 MDH pour la mise à niveau du secteur de l'enseignement, soit 1,7% du budget total de la région. Plus de 8 MDH ont été destinés à la rénovation des établissements scolaires. Ainsi, en 2010, une somme de 6 MDH a été accordée à l'Académie du Grand Casablanca pour la création des

classes préparatoires pour les grandes écoles. L'Association marocaine d'aide à la scolarisation a bénéficié également d'une enveloppe de 6 MDH au titre des rentrées scolaires 2011/2012 et 2012/2013. Enfin, pour encourager les étudiants les plus brillants de la région du Grand Casablanca, le conseil a octroyé en 2012 des bourses de mérite d'un total de 5 MDH aux bacheliers ayant réussi les concours des grandes écoles publiques. Le reste est allé aux équipements et à certaines dépenses de fonctionnement.

« La préservation de l'environnement ne rentre pas dans les prérogatives du Conseil de la région. Ce sont les communes qui se chargent des espaces verts », explique M. Missouri. D'ailleurs, la région n'a dépensé que 57 MDH dans ce domaine. Ce montant a été dédié au financement de quatre projets principaux : la préservation des forêts de Bouskoura et de Mohammédia et la rénovation du parc de la Ligue Arabe et de la place Sidi Mohammed Ibnou Abdellah. Pour rappel, ces deux derniers projets d'un coût de 20 MDH ne sont pas encore réalisés.

Enfin, en ce qui concerne l'industrie, le tourisme et l'agriculture, le rôle de la région se limite à octroyer des subventions. En effet, pour les deux premiers secteurs, la région a dépensé 29 MDH, dont 8 millions versés au Centre régional d'investissement (CRI) et au Conseil régional du tourisme (CRT). Le reste a servi, entre autres, au financement des études commanditées par ces deux centres. Pour l'agriculture, 16 MDH ont été mobilisés pour subventionner les participations aux salons d'agriculture organisés dans le Royaume.

Les moyens sont certes limités. Mais avec un meilleur ciblage des projets, les résultats auraient pu être plus visibles ■

IMANE TRARI